



Mexique : femmes dans l'enfer des "maquiladoras"

Une fois que l'on franchit les portes de la fabrique, on entre dans un monde parallèle, dans lequel l'intense exploitation, le harcèlement sexuel comme manière de discipliner et l'interdiction de se syndiquer se combinent librement pour qu'au nord du Mexique, autour de dix mille femmes assemblent des jeans, des lecteurs de cassettes ou des montres-bracelets. "Cela semble de la fiction, mais non ce n'en est pas, c'est la réalité et c'est l'enfer", condamne Martha Ojeda, travailleuse et activiste des fabriques "maquiladoras".

Les maquilas ne sont pas des fabriques. Là, rien ne se produit, s'assemblent seulement les parties des produits et ils sont re-exporter vers les États-Unis. Les syndicats "néolibéraux" qui ne laissent pas les femmes se syndiquer, l'État mexicain et sa police et les grandes entreprises transnationales, tous sont des acteurs avec nom et prénom, ils ont été et continuent à être responsables de cette situation. Martha est passé par Buenos Aires pour, avec trente autres travailleuses de différents pays d'Amérique latine, transmettre et partager des expériences dans le Séminaire International Conditions de Travail et Santé qui s'est réalisé en novembre, organisé par l'Atelier d'Études du Travail. "Quand les maquilas arrivent, les gouvernements disent qu'il ne faut pas les gêner parce qu'elles te génèrent des emplois et ils leur assurent stabilité et tous ceux qui veulent faire du tapage, créer des problèmes, sont licenciés, réprimés ou inscrits sur des listes noires qui circulent parmi l'association de maquiladoras et tu ne peux travailler dans aucun endroit", a-t-elle raconté à Las12 après son intense journée.

► Pourquoi embauchent-ils plus de femmes que d'hommes ?

► Ils disent que nous sommes plus prolixes, mais en réalité ce qu'ils croient c'est que nous sommes plus soumises. Ce que j'ai vécu, la majorité étions des femmes. Maintenant, avec la technologie, ils te font un examen d'urine dans un laboratoire, mais avant tu devais montrer ta serviette sanitaire pour démontrer que tu n'étais pas enceinte, en cas contraire, ils ne t'embauchaient pas. Maintenant non plus, parce que conformément à notre loi, tu as droit à 45 jours avant et 45 jours après, et pour eux, ce serait te payer pour rien et avant la période de maternité tu ne produis pas la même chose que n'importe quelle autre personne. Il y a beaucoup d'harcèlement sexuel par les superviseurs et les chefs de ligne et si tu n'acceptes pas, ils te jettent, si tu acceptes, ils te mettent enceinte et te licencient. Tu n'as pas beaucoup d'alternative pour le fait d'être femme. Un autre des grands problèmes est la santé reproductive. Dans le département de peinture, nous peignons avec une plaque les cassettes de 60 ou 90 minutes, et la peinture débordait, nous

devions alors nettoyer la cassette avec de l'alcool pour qu'elle reste jolie, mais là beaucoup d'enfants ont commencé à naître avec des défauts de naissance, sans le cuir chevelu. Ils nous disaient qu'ils avaient une tumeur. J'en ai vu un avec le dos ouvert, les docteurs nous disaient que c'était un problème héréditaire, génétique des parents, mais quand beaucoup d'enfants ont commencé à naître ainsi, tu t'attends à ce qu'ils ne soient pas tous de la même personne : non ? Et les entreprises n'ont voulu reconnaître aucune responsabilité.

► Comment est un jour de ton travail ?

► Au départ tout était manuel, nous assemblions les lecteurs de cassettes, tu attrapais la feuille, la coquille, le cylindre et tu le vissais, avec un format différent s'il était américain, s'il était français, s'il était japonais. Après nous avons commencé à faire la cassette Beta, ensuite la VHS, ensuite le Floppy disk, après qui sait ce que nous faisons mais nous devions nous habiller comme des astronautes et ils nous faisaient prendre des douches d'air dans des départements. Nous avons seulement 10 minutes de repos par jour. Avant, nous travaillions 9 heures et demie, maintenant nous en travaillons 12, c'est ce qui s'appelle la flexibilisation du modèle. Le salaire est de 50 dollars par semaine. Tu assembles des bombes, des parties d'hélicoptères, des vêtements, des parties d'autos, d'ordinateurs, de télévisions, d'appareils électroménagers. Nous ne produisons aucune des parties, nous ne faisons que de l'assemblage.

► Comment es-tu entré dans les maquilas ?

► Ma maman a été la première génération de la maquila, je travaillais avec elle. Ils sont venus nous recruter à l'école, j'étais au lycée quand le gérant est arrivé et ils nous ont toutes, nous sommes toutes allées à la maquila. A 15 ans, je travaillais avec ma mère, soudant avec du plomb des parties de télévision, nous ne savions même pas ce que c'était, mais bon, ils disaient que c'était une télévision. Un jour nous arrivons au travail avec la camionnette qui nous transportait et la maquila était fermée par une affiche qui disait "nous sommes partis", ils avaient emporté salaires, épargnes, gains, et tout à coup des milliers de femmes, nous étions trois mille, avons commencé à faire des gardes pour racheter les machines, et voir s'ils pouvaient nous payer quelque chose. C'était en 1975, quand a commencé tout ce modèle économique. Après, j'ai commencé à travailler dans la couture. Tu travailles depuis l'aube, tu dois prendre deux ou trois camions pour y arriver. Les parcs industriels sont promus par le gouvernement, ils leur donnent de terribles étendues avec électricité, citernes d'eau, mais tous les gens qui travaillent dans les maquilas sont des immigrants de Mexico ou de l'Amérique centrale, et arrivent avec



l'espérance de passer la frontière (des Etats-Unis) et alors leur arrêt est la maquila, et ils commencent à vivre dans des cordons de pauvreté comme les fiefs du moyen âge, les châteaux et tout les pauvres gens autour. Ils vivent dans des maisons en carton, sans électricité, sans égout, sans rien, les températures sont extrêmes, il y a des problèmes de extrêmes, il y a des problèmes de déshydratation, des problèmes gastro-intestinaux des enfants et beaucoup de pollution.

► Comment a eu lieu l'implantation de ces fabriques dans la zone limitrophe avec les États-Unis ?

► Ceci a été un modèle de laboratoire. Ils l'ont nommé Programme d'Industrialisation de la Zone Nord, et les États-Unis avec cela ont essayé d'arrêter l'immigration, qui a toujours été la pierre dans leur chaussure. Tout a commencé quand le programme Bracero, permis de travailler à la campagne, se termine en 1965, juste quand il commence à y avoir toute la résistance et les mouvements étudiants. Vient ensuite la répression étudiante de 1968 et il y a un accord entre le gouvernement du Mexique et la Banque mondiale, le pays est gracié par les autres banques et obtient des crédits de la BM et du FMI, et en échange ils doivent poursuivre la gauche radicale et c'est quand ils commencent à former les "bataillons Olimpo" et à tuer tous les étudiants. Pendant ce contexte de persécution, au nord, ils commencent ce processus d'industrialisation. Ils ont créé une fabrique du côté nord-américain et une du côté mexicain. Ici ils n'apportaient pas plus que les composants, nous les assemblions et le tout était renvoyé de l'autre côté de la frontière. Ils croyaient qu'en donnant ces emplois, ils allaient arrêter l'immigration, particulièrement en raison du fait que la majorité était des femmes.

► Comment commence la résistance des travailleuses ?

► En 1994, quand presque 2 000 femmes décidons de nous organiser. Juste quand le Mexique signe le Traité de Libre Echange avec les Etats-Unis et le Canada, l'Alena. Nous faisons un soulèvement et paralysons sept maquilas de Sony et j'étais l'une des dirigeantes. Nous voulions le syndicat pour les problèmes de santé que nous vivions. Le déclencheur a été quand ils décident de nous augmenter la journée à 12 heures. La loi disait que nous devions en travailler 8 ; ils nous baisaient déjà parce que nous en travaillions 9 et maintenant ils nous disent 12. Leur argument est que maintenant nous allions produire ici la coquille, le plastique, le moule, que ces machines ne pouvaient pas s'arrêter et devaient fonctionner 24 heures sur 24, et que nous allions travailler 4 jours par semaine et non cinq, et que la somme faisaient 48 heures par semaine comme le marque la loi. Mais la loi dit 48 heures hebdomadaires et 8 heures quotidiennes rien de plus ; même si tu veux tu ne peux pas les travailler parce que tu as besoin de te reposer. C'est à ce moment que nous avons commencé à nous organiser, nous devons faire quelque chose, ce n'est rien de moins que tes enfants, ta santé, ta vie qui est en jeu. J'ai été 20 ans chez Johnson et Johnson, la Général Motors,

la General Electric. Ca Suffit ! C'est à ce moment là que les 2 000 femmes de la Sony avons décidé de nous organiser. Le Traité de Commerce Echange ou Alena est signé en janvier, les zapatistes se soulèvent en janvier et nous en avril, nous avons fait un campement et avons exigé avoir un syndicat. Mais nous étions toutes les premières femmes audacieuses, tout le leadership était aux hommes et ils nous disaient que comment allions-nous avoir un syndicat, que les syndicats étaient aux hommes. Ils disaient que c'était une folie que nous entrions dans le syndicat, ils ont commencés à nous dire que nous n'allions plus entrer à la maquila, qu'ils allaient parler aux chefs. Le premier jour, ils envoient les pompiers qui nous arrosent en pensant que toutes les jeunettes, nous avons de 15 à 25 ans, allions avoir peur. Mais non, tout le monde est resté là, dans la rue. Au jour suivant, ils rentrent sur les parkings et toutes les travailleuses nous nous jetons au sol pour montrer que, pour sortir la production, ils devaient nous passer sur le corps, et que la maquila allait continuer stoppée. Le leader du syndicat était avec le gouvernement, ils nous envoient la police et ils arrêtent 20 compagnes et moi même qui étions les leaders des sept maquilas. Déjà quand ils nous arrêtent, les gens vont à la police et leur disent que soit ils nous libèrent soit qu'ils doivent arrêter tout le monde. Après que les compagnes aient dormi une semaine dans la rue, ils nous libèrent. Peu après, toutes les fabriques se sont arrêtées et nous étions environ 10 mille à ce moment. Mais le gouverneur a dit que nous déstabilisions parce que les entreprises nous garantissaient les emplois et a donné l'ordre de m'arrêter en envoyant les soldats. Ils sont entrés avec mitraillettes, ils ont frappé tout le monde. Un des compagnons m'a fait monter dans une auto et ils m'ont emmené aux Etats-Unis pour pouvoir me sauver. J'ai été deux ans sans pouvoir revenir au Mexique, le délit avait été d'essayer de créer un syndicat qui défendait la santé des travailleuses. Quand finalement je peux retourner au Mexique, toutes travaillaient déjà 12 heures.

Martha ne veut pas dire son âge. Elle n'est pas mariée et n'a pas d'enfant. Sa vie est sa lutte. "En plus de travailler, je voyage beaucoup à différents endroits pour me connecter avec d'autres travailleurs, un jour je suis ici, un autre là. Quand tu entres aux maquilas, tu t'oublies. J'ai des frères, mais je ne les vois pas. Heureusement, j'ai mes compagnes. Depuis ici, depuis Buenos Aires ou un autre lieu éloigné du nord mexicain, les histoires qui s'écoulent sur les maquilas peuvent sembler à de la science-fiction, mais ne le sont pas, c'est la réalité et c'est l'enfer.

Gimena Fuertes, supplément Las/12, Pagina/12 (Argentine), 14 décembre 2006. Traduction : Fab
Mis en ligne le 27 décembre 2006

Source : Hactivist News Service
http://www.hns-info.net/article.php3?id_article=10082



Merveilles du libre-échange

Qu'elles soient victimes de réseaux de trafic d'organes, d'un culte satanique, d'un ou de plusieurs groupes criminels, de psychopathes ou de tueurs en série, les femmes de Ciudad Juárez sont aussi et avant tout victimes d'un monstre qui porte un nom : la pauvreté. Elles ont quitté un jour leur terre ou leur village pour réaliser l'un des seuls rêves accessibles à un(e) Mexicain(e) démun(e) : s'installer sur la frontière nord et travailler, pour 4 euros par jour, dans le cloaque écologique des *maquiladoras*. Ou, même, poursuivre le voyage et, sous le ciel étoilé du désert, tenter de passer clandestinement aux Etats-Unis. D'après le secrétariat des relations extérieures mexicain (SRE), 370 migrants sont morts en 2002 en tentant de pénétrer illégalement dans ce pays.

Prélude au modèle économique qui, depuis, a étendu ses tentacules, ces entreprises de sous-traitance, très majoritairement américaines, se sont implantées sur la frontière dans les années 1960. En 1990, on en dénombrait 1 703 ; en décembre 2001, 3 684 d'entre elles occupaient 1,2 million de Mexicains. A Ciudad Juárez, 350 *maquiladoras* donnent du travail à près de 200 000 personnes. Caractéristiques communes à toutes ces firmes : emplois peu qualifiés, sous-payés, conditions de travail souvent infra-humaines et total mépris de l'environnement.

Entre-temps, entré en vigueur en janvier 1994, lui aussi sous couvert de développement, l'Accord de libre-échange nord-américain (Aléna) a fixé les règles des échanges commerciaux entre le Mexique, les Etats-Unis et le Canada. Offrant un maximum de facilités et de garanties au capital étranger, et en particulier aux entreprises transnationales, en grande majorité américaines, l'Aléna repose sur un postulat : l'ouverture des frontières, la libre circulation des marchandises et des capitaux, la dérégulation et l'investissement privé créeront des sources d'emploi et élimineront la pauvreté.

Neuf années plus tard, les économistes (libéraux) triomphent. Entre 1993 et 2001, le volume du commerce entre les trois pays a progressé de 116 % (de 297 milliards de dollars à 622 milliards). Depuis l'entrée en vigueur de l'Aléna, 74 % des importations du Mexique proviennent des Etats-Unis et 89 % de ses exportations vont vers ce pays. Ces dernières sont le fait de quelque 300 entreprises, en majorité filiales de multinationales américaines, auxquelles il convient d'ajouter les *maquiladoras*.

Pour le Mexique, cependant, le résultat n'est guère brillant. Pour les pauvres encore moins. En l'absence de mécanismes permettant d'atténuer les impacts économiques ou sociaux négatifs d'une compétition inégale avec l'appareil productif américain, 28 000 petites et moyennes entreprises ont fait faillite en moins de dix ans. Au cours de la seule année 2000, ce sont 200 000 emplois qui ont disparu. Certes, le 11 avril 2002, à San Cristobal de las Casas, le président Vicente Fox a inauguré la première *maquiladora* du Chiapas, la TranTextil International (TTI), installée grâce à 1,62 million de dollars de fonds publics. TTI avait promis de créer 1 500 emplois. Un an plus tard, elle ne compte que 450 travailleurs, qui, pour 3,84 dollars par jour, travaillent 45 heures par semaine plus deux dimanches par mois...

Au premier rang des perdants, les agriculteurs. A tel point que le Mexique profond s'est remis à marcher. Le 31 janvier 2003, Mexico a connu la plus importante marche paysanne des cinquante dernières années. Au cri de « *Zapata est vivant* », 100 000 personnes ont exigé la révision de l'Aléna. Avant l'entrée en vigueur de ce traité, le Mexique importait 2 millions de tonnes de maïs ; ce volume est passé à... 148 millions en 2001. Du fait de cette importation massive, le prix payé au producteur mexicain a diminué de 64 % et celui des haricots de 45 % entre 1985 et 1999 (ce qui n'a pas empêché les prix à la consommation de grimper !).

Depuis le 1er janvier 2003, le Mexique doit permettre la libre importation de 93 % des produits agricoles et forestiers en provenance des Etats-Unis. Le marché mexicain est peu à peu inondé de poulets, oeufs, porcs, pommes de terre, beurre, volaille, jus d'orange, blé, huiles, pommes, conserves, etc. Les dernières taxes sur l'importation de lait en poudre, sucre de canne, maïs et haricots seront réduites progressivement, jusqu'à leur élimination totale. En raison de la forte productivité, les coûts de revient, aux Etats-Unis, sont en moyenne inférieurs de 68 % par rapport à ceux du Mexique !

Sauf changement, il ne restera comme solution aux paysans mexicains, ruinés, que de vendre leurs terres à des entrepreneurs ou à des multinationales. Puis d'aller chercher du travail. Mais où ?

Maurice Lemoine.

Le monde diplomatique Aout 2003

<http://www.monde-diplomatique.fr/2003/08/LEMOINE/10316>